

LES PROPOSITIONS DES PRÉSIDENTIABLES



François Bayrou



François Hollande



Marine Le Pen



Nicolas Sarkozy

Vote des étrangers et lutte contre l'immigration clandestine

"Lorsqu'une personne est en France, en règle depuis plus de dix ans, qu'elle paye ses impôts, elle a le droit de dire quelque chose sur la collectivité locale à laquelle elle appartient. [...] Il est normal que cette citoyenneté locale soit reconnue."

"J'accorderai le droit de vote aux élections locales aux étrangers résidant légalement en France depuis cinq ans. Je conduirai une lutte implacable contre l'immigration illégale. [...] Je sécuriserai l'immigration légale. Les régularisations seront opérées au cas par cas sur la base de critères objectifs."

"Je suis résolument contre le droit de vote aux étrangers. Le droit de vote est un attribut de la citoyenneté, et la citoyenneté est indissolublement liée à la nationalité." Marine Le Pen est aussi pour la "suppression, dans le droit français, de la possibilité de régulariser des clandestins".

"Ce n'est vraiment pas le moment, avec tous les risques de montée du communautarisme. [...] Le droit de vote doit rester lié à la citoyenneté." Nicolas Sarkozy se prononce aussi contre "la régularisation des étrangers en situation irrégulière qui créerait immédiatement un appel d'air".

Réforme du quotient familial

Supprimer le quotient familial serait "une décision risquée" qui fragiliserait le pacte social mis en place après la guerre, en pénalisant "les classes moyennes et les familles nombreuses".

"Je rendrai le quotient familial plus juste en baissant le plafond pour les ménages les plus aisés, ce qui concernera moins de 5 % des foyers fiscaux." François Hollande dit vouloir maintenir "toutes les ressources affectées à la politique familiale" et augmenter de 25 % l'allocation de rentrée scolaire.

Hostile à la suppression du quotient familial, Marine Le Pen veut réserver les allocations aux familles dont un parent au moins est français. Elle propose la création, "dès que les finances le permettront", d'un revenu parental "équivalent à 80 % du smic pendant trois ans à partir du deuxième enfant".

"Le quotient familial existe depuis 1945. Pourquoi s'acharner à détruire ce qui marche bien en France ? Je n'accepterai pas qu'on touche à la politique familiale. [...] C'est une injustice de vouloir accabler les familles des classes moyennes en supprimant le quotient familial."

Mariage et adoption par un couple homosexuel

"L'homoparentalité existe [...]. Le fait que deux personnes élevant des enfants ensemble, les ayant adoptés ensemble, soient reconnues toutes les deux comme parents est un droit logique et de bon sens." François Bayrou veut aussi ouvrir aux femmes homosexuelles l'accès à l'insémination artificielle.

"J'ouvrirai le droit au mariage et à l'adoption aux couples homosexuels." François Hollande se dit aussi pour l'ouverture de l'assistance médicale à la procréation à toutes les femmes. Il est en revanche contre la légalisation de la gestation pour autrui (mères porteuses).

"La famille doit se fonder exclusivement sur l'union d'un homme et d'une femme et accueillir des enfants nés d'un père et d'une mère. Nous nous opposerons donc à toute demande de création d'un mariage homosexuel et/ou d'une adoption par des couples homosexuels." Le Pacs ne sera pas remis en question.

"Je ne suis pas favorable au mariage homosexuel. Il ouvrirait la porte à l'adoption. [...] En ces temps troublés où notre société a besoin de repères, je ne crois pas qu'il faille brouiller l'image de cette institution sociale qu'est le mariage."

Fin de vie et légalisation de l'euthanasie

François Bayrou estime que la loi Leonetti sur la fin de vie et les droits des malades, adoptée en 2005, est "très complète et bonne". Le MoDem juge sage de s'en tenir à ce texte. L'un de ses porte-parole, Yann Wehring, a déclaré qu'il ne fallait pas "se limiter aux enquêtes d'opinion".

"Je proposerai que toute personne majeure en phase avancée ou terminale d'une maladie incurable, provoquant une souffrance physique ou psychique insupportable, et qui ne peut être apaisée, puisse demander [...] à bénéficier d'une assistance médicalisée pour terminer sa vie dans la dignité."

"La légalisation de l'euthanasie serait la négation des valeurs essentielles de notre civilisation. La loi Leonetti, qui permet dans de bonnes conditions de limiter les souffrances des patients en fin de vie, m'apparaît suffisante pour répondre aux préoccupations humaines que soulève la douleur en phase terminale."

"L'euthanasie généralisée risquerait de nous entraîner vers des débordements dangereux et serait contraire à notre conception de la dignité humaine. La loi Leonetti est parfaitement équilibrée, elle fixe un principe, celui du respect de la vie."

Drogues et dépénalisation du cannabis

Estimant que "notre manière de lutter contre la drogue a échoué", François Bayrou juge que c'est à la santé publique de fixer la ligne à suivre sur ce sujet. "Je ne suis pas fermé à la réflexion mais je crois que la légalisation augmenterait la consommation", a-t-il dit sur France Inter, le 20 juin 2011.

Légaliser ou dépénaliser ? Le PS est divisé sur le cannabis, François Hollande hésite. Il s'est dit pour "une réflexion à l'échelle de l'Europe". François Rebsamen, possible ministre de l'Intérieur, lui a conseillé de "contraindre la consommation personnelle, à hauteur de 85 euros."

La dépénalisation du cannabis serait "une solution de facilité profondément dangereuse". Selon Marine Le Pen, cette mesure est l'exemple même de la "fausse bonne idée qui tourne depuis soixante ans". Le Front national veut amplifier la "guerre à la drogue".

Nicolas Sarkozy prône la fermeté en matière de lutte contre la drogue et les trafics de stupéfiants. L'UMP est hostile à la dépénalisation du cannabis aux motifs qu'elle ne mettrait pas fin aux trafics et provoquerait un grave problème de santé publique.